

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE
 Section française de l'opposition internationale de gauche (Bolcheviks-Léninistes)

LA CRISE DE LA S.F.I.O.

Le centre s'efforce d'encercler la gauche

Le Congrès du parti socialiste S.F.I.O. approche ; la lutte des tendances y est très vive ; On ne peut prédire ce qui sortira exactement du congrès car si les tendances se heurtent à l'heure, elles n'ont pas encore manifesté l'intention de se séparer. Un compromis pourri est possible, probable même ! Mais un fait est certain : le Congrès de Paris ne sera qu'un mouvement dans un processus de désagrégation que rien, qu'aucune motion si bien formulée soit-elle ne pourra empêcher de se poursuivre.

Tandis que la crise des partis communistes prit une forme parallèle, presque identique, dans les divers pays, le rythme seul de cette crise variant de l'un à l'autre, la crise de la seconde Internationale prend un aspect qui varie énormément d'un pays à l'autre, non seulement quant au rythme du développement, mais aussi quant aux rapports de force, entre les tendances, aux questions sur lesquelles se produisent les conflits, etc., etc.

A côté de quelques traits fondamentaux communs, la crise des divers partis réformistes présente de nombreux traits différents d'une importance considérable. Cette différence entre le processus dans l'I.C. et celui dans l'I.O.S. trouve son explication dans le fait qu'alors que les directions des P.C. relèvent toutes de la bureaucratie soviétique à qui elles se soumettent mécaniquement, par contre chaque parti socialiste est lié à son propre capitalisme, et la politique de chacun d'eux reste aussi longtemps que possible une résultante entre les intérêts de certaines couches capitalistes nationales aux prises avec les problèmes de l'économie mondiale, et la nécessité de conserver la main sur le prolétariat qui s'est organisé dans la social-démocratie pour y défendre ses intérêts de classe. Le développement variable de la crise dans chaque pays, la variété des intérêts capitalistes dans chaque pays, les traditions propres à chaque nation expliquent la profonde diversité de la crise social-démocrate à travers le monde.

Au début de cette année, dans une polémique publiée dans *der Kampf*, organe théorique autrichien, F. Adler et K. Kautsky ont essayé de fixer les positions théoriques respectives de la gauche et de la droite sur un certain nombre de problèmes essentiels du mouvement ouvrier : démocratie et dictature, Révolution d'Octobre, problèmes du développement de l'Union soviétique. Mais en pratique, la crise dans les sections de la IIe Internationale n'a pas coïncidé même d'une façon très générale avec cette division théorique ; elle s'en est même très éloignée dans certaines sections. Fritz Adler, théoricien de la gauche, est le secrétaire de l'I.O.S. ; or, les grosses sections comme l'Allemande et l'Anglaise étaient avec la droite. Une gauche s'était détachée, numériquement faible et politiquement incertaine, en la personne du S. A. P. en Allemagne et de l'I. L. P. en Angleterre. La grosse masse du Labour Party resta, et reste encore immobile, le désarroi occasionné par l'abandon de Mac Donald et la défaite électorale n'étant pas encore surmonté. Le parti social-démocrate allemand a conservé son unité jusqu'au 5 mars ; c'est seulement l'arrivée de Hitler au pouvoir et la répression forcée des nazis contre toutes les organisations ouvrières qui entraîneront non seulement la destruction organique de la social-démocratie allemande, mais aussi — et c'est pour nous, communistes, un des problèmes qui exigent l'attention la plus grande — une décomposition de sa direction politique reflétant tous les processus contradictoires qui se développent dans sa masse. Une rupture s'était produite entre les éléments parlementaires restés en Allemagne (avec Loebe) et ceux partis dans l'émigration ; celle-ci est divisée entre les Wels-Stamper qui veulent rebâtir le parti social-démocrate sur l'ancien modèle, l'ancienne idéologie, en sacrifiant à peine quelques formules et les Hiferding-Breitscheid qui, pour contenir le développement d'importantes couches vers la gauche et si possible pour les empêcher de se joindre aux éléments qui œuvrent à la création d'un nouveau parti communiste, condamnent l'ancien parti politique et proposent de recréer le Parti socialiste indépendant, cette formation monstrueuse de la fin de la guerre qui, après la scission de Halle, se décomposa lamentablement pour revenir dans les bras de Noske et des Ebert. Dans les partis socialistes d'Autriche et de France, la direction appartient à la gauche ou, du moins, la gauche y possède un poids considérable ; et la faillite de la social-démocratie allemande ne peut y jouer qu'en faveur de la gauche.

En Autriche, les heures décisives sont imminentes : le délai que les circonstances accordent au bonapartisme autrichien, délai dont se saisissent avidement les austro-marxistes, ne sera pas d'une longue durée. L'extrême-gauche qui se prononce contre la politique des gauches Otto Bauer et Cie, aujourd'hui encore faible sera, demain, par la force des circonstances, vis-à-vis de grandes possibilités et d'énormes responsabilités.

En France, où la situation, quoique se développant vers une accentuation des conflits de classe, donne encore une certaine marge de temps non négligeable avant qu'elle soit décidée dans un sens ou dans l'autre, la divi-

sion des tendances dans le parti socialiste prend une configuration encore plus complexe. Si l'on fait abstraction de l'extrême-gauche, autour de l'Action socialiste, dont certaines affinités avec le stalinisme ne peuvent que gêner une profonde évolution, à gauche dans le parti socialiste, les militants sont sollicités non pas simplement entre une droite et une gauche, Quoique numériquement faible et non organisé, il existe autour de Léon Blum un centre dont le rôle politique est des plus importants dans la vie du parti socialiste.

L'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne, et par suite la crainte grandissante de la guerre parmi les masses en France, ne pouvaient manquer d'amener la fraction de droite à manifester son patriotisme dès maintenant, sans attendre la guerre pour pratiquer à l'union sacrée ; elle le dit franchement : elle est prête à mettre « sac au dos », ce qui entraîne naturellement une collaboration renforcée avec la bourgeoisie de gauche pour l'instant. D'où la soumission du groupe parlementaire socialiste devant le gouvernement Daladier. La droite est, bien entendu, la fraction la plus conséquente dans le parti socialiste. Mais précisément sa logique heurte les éléments prolétaires qui veulent une politique de combat contre la bourgeoisie. Ce sont leurs sentiments qui sont réfractés par la tendance de gauche à la tête de laquelle sont des politiciens roués qui, par une phraséologie révolutionnaire conservent encore l'ascendant sur les principaux noyaux prolétaires du parti socialiste. Mais les Bracke, Lebas, Zyromsky, etc., ne sont pas les seuls amortisseurs entre les ouvriers de gauche et la fraction de droite. Depuis des années, la lutte des tendances sévit dans la S.F.I.O. Tous les congrès s'achevaient par des motions nègre-blanc provenant du centre avec Blum, Vincent-Auriol et quelques autres personnages qui assurent ainsi leur mainmise sur le Parti Socialiste en louchant entre les tendances et en brandissant le drapeau de l'unité, de la « synthèse jauresiste ». Mais l'acuité de la crise a limité les possibilités de manoeuvre de la fraction du centre (sans cependant les supprimer). Devant l'indignation que la politique du groupe parlementaire soulevait dans les rangs socialistes, Blum et ses amis ne pouvaient rester silencieux et devaient se prononcer.

Blum continuera aussi longtemps que possible à agiter le drapeau de l'unité socialiste ; temps que la situation économique et politique cherchera à maintenir celle-ci aussi longue en France permettra un certain équilibre à l'intérieur du parti socialiste ; mais si les événements deviennent trop pressants si les antagonismes s'exacerbent trop et poussent les ouvriers de gauche à agir plus résolument, alors pour conserver l'hégémonie sur la gauche, pour freiner son développement autonome, son évolution, il est prêt à rompre sur la droite, avec quelques membres trop compromis et même si besoin est avec une partie très importante de la fraction parlementaire. Car il veut garder la direction sur les ouvriers. Telle est la politique que Blum a montré soit à Avignon en présentant une résolution en commun avec Marceau-Pivert, soit en votant avec la gauche à la C.A.P. un avertissement au groupe parlementaire au sujet du budget. Dans ce parti où la scission est à l'ordre du jour, Blum coupera si nécessaire sur sa droite pour, dans le bloc entre le centre et la gauche, diriger la gauche. Cette politique est d'ailleurs menée avec l'appui tacite des leaders gauches de la Bataille socialiste.

Elle est aussi menée avec le concours involontaire mais non moins efficace de la fraction staliniste. Le sabotage du front unique d'une part, l'absence d'une critique théorique sérieuse et son remplacement par un amas d'injures d'autre part, évitent à la gauche et au centre de se situer politiquement d'une façon claire devant les ouvriers socialistes du rang. On assiste ainsi actuellement à un spectacle paradoxal : la direction du parti appartient au bloc gauche-centre ; et pour le congrès prochain, cette direction non seulement n'a pas à répondre de sa politique, mais elle se pare d'un vernis révolutionnaire en attaquant le groupe parlementaire !

La crise actuelle dans le parti socialiste en France comme dans toutes les sections de l'I.O.S. peut donner la matière d'un renforcement considérable du communisme. Avec les nouvelles générations prolétaires, on pourrait assister à un renouvellement de cette poussée à gauche, vers la révolution, vers le communisme, comme celle qui se produisit à la fin de la guerre ; le communisme pourrait se remplir d'un sang nouveau. Les chefs socialistes en France, de droite comme de gauche sans exception, sont tous hantés par le souvenir des mois qui précéderont Tours où les jeunes, récemment entrés dans le parti, les balayèrent vigoureusement. Mais pour que leurs craintes ne soient pas vaines, il faut une politique communiste directement opposée à celle du « social-fascisme » et à tout ultimatum. Il faut aider les ouvriers, la gauche socialiste à faire son évolution librement, normalement. Pour cela, non pas lui demander d'être communiste (ou plutôt staliniste) pour agir en commun avec elle, mais la pousser à lutter à fond, intégralement pour ses idées à elle ; et sur cette base, sur cette expérience,

EN BELGIQUE

L'Appel de l'opposition pour la grève générale

Nous reproduisons ci-dessous l'appel de nos camarades belges pour la grève générale.

Contre l'application des décrets-lois de famine.

Pour le renversement du gouvernement des pleins pouvoirs.

Pour un gouvernement social-démocrate mis au pouvoir.

Par la grève générale, les Borains montrent la voie à tout le prolétariat !

Comme en juillet 1932, les Borains sont partis en grève contre la réaction gouvernementale - patronale, le Parti de Quaregnon, la grève s'est étendue à Jemmapes, Cuesmes, Flénu et englobait (jeudi) 5.000 grévistes.

Pourquoi sont-ils partis en grève ? Comme en juillet dernier, contre la misère, contre l'arrogance patronale, contre les arrêtés-lois d'affamement du gouvernement des pleins pouvoirs.

Les borains réclamaient LA GREVE GENERALE IMMEDIATE, depuis l'instauration du gouvernement des pleins pouvoirs. Comprenez que les dirigeants du P. O. B. et de la C. S., adversaires de la grève générale, manœuvraient pour empêcher la résistance directe des travailleurs contre les plans esclavagistes des banquiers et des industriels, la partie la plus combattive, la plus impulsive des travailleurs borains est partie en grève et réclame L'EXTENSION IMMEDIATE DE LA

LUTTE A TOUÛT LE PAYS

La nouvelle du départ de nos camarades Borains, au moment de la grève générale, a été un grand courage personnel.

LA NECESSITE D'UNE GREVE GENERALE, nous le savons depuis juillet 1932. Mais il y a eu une référence entre juillet 1932 et juillet 1933.

En 1932, le mécontentement était général mais on attendait que les borains viennent pour arrêter le travail. En 1933, le mécontentement général est encore plus grand ; les borains sont encore partis en grève, mais déjà ils sont cernés chez eux par d'importantes forces de gendarmerie, qui les empêchent de marcher vers les autres centres. Pour étendre et généraliser rapidement le mouvement à tout le pays, les travailleurs des autres régions, ne doivent pas attendre le mot d'ordre de grève générale des chefs réformistes, ceux-ci refusent d'organiser le referendum de grève (déclaration de J. Bondas) au nom de la C. S.). Dans ces conditions, pour avoir la grève générale, il est nécessaire que les travailleurs décident et déclanchent la lutte eux-mêmes, et tendent tous leurs efforts pour sa généralisation.

POUR BATTRE LES PATRONS ET LE GOUVERNEMENT AFFAMEURS ;

VIVE LA GREVE GENERALE IMMEDIATE. SUIVONS L'EXEMPLE DES BORAINS.

Liberté pour Rakovsky

Des dernières nouvelles concernant Christian Georgevitch Rakovsky, il apparaît que dans le courant d'avril, notre camarade fut transféré de son lieu de déportation à Moscou, pour y subir l'opération de l'appendicite (?). L'opération se passa bien. Dès l'opération terminée Rakovsky fut de nouveau envoyé à son ancien lieu d'exil — Barnaoul, où il se trouverait actuellement.

Ce sont là des conditions effroyables pour notre camarade, lorsqu'on songe que Rakovsky, malade, atteindra, cette année, sa soixantième année. Plus que jamais un Rakovsky est utile au mouvement révolutionnaire.

N'attendons pas qu'il soit trop tard pour le préserver.

D'autre part le Bulletin de l'Opposition russe annonce que les nouvelles de la mort de D. B. Riazanov sont fausses. Comme par le passé Riazanov est exilé à Saratov, où il travaille à la bibliothèque locale. Par contre, des informations reçues, il résulte que la femme de Riazanov, Anna Lvovna, serait gravement malade.

elle saura éprouver ses chefs et tirer les conclusions nécessaires. Pas de commandement mais beaucoup de souplesse ; pas de combats, mais la plus grande loyauté. C'est la seule voie qui permettra aux communistes de séparer les masses des politiciens réformistes. En France il est encore temps d'abandonner cette politique de malheur, celle qui a conduit à la catastrophe en Allemagne et qui ne pouvait mener à rien d'autre.

LA MORT ET LA RENAISSANCE DU COMMUNISME ALLEMAND

Sur les exclusions de Wolf et Wollenberg

Moscou, début juin 1933.

La discussion au sujet de l'exclusion des camarades Wolf et Wollenberg ne cessera pas, malgré toutes les tentatives de répression de la part de la bureaucratie de l'Internationale communiste. Ce n'est pas chose nouvelle que des chefs incapables et battus combattent avec une rage redoublée les critiques.

Les raisons de l'exclusion sont, en bref, les suivantes : Les deux camarades ont voté contre la résolution de l'I. C., sur la situation en Allemagne. Ils ont déclaré, que non seulement le P. C. A. mais aussi l'I. C. se sont écroulés et que le P. C. A. et l'I. C. doivent être reconstitués sur une nouvelle base.

La critique de ces deux camarades concernait non seulement les événements des derniers mois, mais elle remontait plus loin. Au près du camarade Wolf, les questions russes jouaient un rôle important. Il a lié ces questions avec l'attitude de la bureaucratie de l'I. C. pour trouver l'explication de la défaite.

L'exclusion du camarade Wollenberg a provoqué une forte indignation, surtout auprès des anciens membres du Front rouge de combat (Roter Frontkämpferbund) et du Kampfbund. Cette indignation sera encore plus forte quand les camarades connaîtront les raisons de son exclusion. (L'indignation et l'étonnement des camarades se sont manifestés dans des lettres des camarades d'Allemagne et des colloques des camarades qui sont arrivés ici).

Le camarade Wollenberg adhéra, en 1919, comme officier d'active au Parti communiste, à Munich. Pendant la République des Soviets, en Bavière, il était commandant d'un détachement de l'Armée rouge et dirigea pendant la lutte pour Munich, le front principal près de Dachau. Il s'est distingué, tant alors que plus tard, par un grand courage personnel.

Après la chute de la République des Soviets, il devint rédacteur dans le territoire de la Rhur et dans la Prusse Orientale. En 1923, on le chargea de la direction militaire d'un des plus grands rayons de l'Allemagne, et il était un des rares camarades qui voulaient commencer la lutte contre la volonté du C. C., en automne 1923. Après la défaite du Parti, en 1923, Wollenberg est obligé de s'enfuir en Union soviétique, car lors d'une réunion de la direction militaire, tenue sous la direction de Wollenberg et surprise par la police, les policiers qui participèrent à l'opération furent abattus à coups de feu.

Dans l'Union soviétique, Wollenberg entra dans l'Armée rouge et y devint capitaine.

Les demandes répétées de Wollenberg pour retourner travailler en Allemagne ont toujours été refusées jusqu'en 1932. En été 1932, il devint rédacteur de la « Rote Fahne » à Berlin. En même temps, il est placé dans la direction du Kampfbund contre le fascisme et chargé spécialement des cours d'instruction. Au cours de cette activité, Wollenberg eut souvent des conflits très aigus avec le C. C. (à cause de la « révolution populaire » et de l'attitude nationale-bolcheviste du C.C.). Thälmann chercha à le corrompre et lui offrit un mandat au Reichstag au cas où il abandonnerait son attitude critique envers le C. C. Wollenberg refusa l'offre. Thälmann profita d'une occasion où Wollenberg fut frappé pendant un meeting des nazis et obligé de rester plusieurs semaines dans un hôpital pour lui enlever toute fonction. Mais des oppositions se manifestant contre cette mesure, Thälmann chargea la C. E. de l'I. C. de rappeler Wollenberg par

La mort de Clara ZETKIN

C'est une vieille révolutionnaire qui disparaît.

Nous saluons la courageuse collaboratrice de Rosa Luxembourg, la militante infatigablement en lutte contre l'opportunisme social-démocrate, la glorieuse spartakiste.

La vague chauvine qui emporte la social-démocratie internationale à la trahison du 4 août se heurte à la gauche allemande, la seule espérance des éléments internationalistes de tous les pays : « Aux côtés de Liebknecht et de Rosa, Clara Zetkin combat avec acharnement Kautsky et nos les « sudekums » avec Mohring elle publie en pleine guerre « L'Internationale », cette combative revue qui stigmatisera et traitera avec mépris cette direction opportuniste du parti socialiste allemand.

En 1915, avec Rosa, elle organise le mouvement des femmes contre la guerre, à la Conférence de Berne, qui lui vaut plusieurs mois de prison.

Destinée à toujours trouver en face d'elle la trahison social-démocrate, après avoir vécu la lutte héroïque de la Ligue Spartacus, après avoir échappé aux balles des Noske et Scheidemann, elle affronte le Congrès de Tours ; elle y apporte le souffle révolutionnaire de l'Octobre victorieux, qui chassera du parti du « partiariats les opportunistes », traînant la classe ouvrière ; elle y fait entendre la voix de l'Internationale de Lénine.

En Allemagne, Clara poursuit ensuite l'œuvre de ses compagnons assassinés par Scheidemann ; elle construit le Parti communiste allemand.

Après la défaite allemande de 1923, elle manifeste pour l'Opposition de gauche de vagues sympathies, uniquement parce que Trotsky s'opposait à ce qu'on fasse retomber les torts de l'Internationale sur le groupe de Brandler, auquel elle s'était liée.

Depuis ce temps, elle s'est en quelque sorte retirée de la vie politique active, et ne prend plus part à la solution des questions ; son rôle de vieille révolutionnaire est, à l'exception de quelques luttes passées, et aussi, mais à « de velle pathétique à des méthodes qui, non seulement la compromettent, mais font aussi un tort immense à la cause du prolétariat international (L. T.).

En 1932, alors que, désarmée par l'inéluctable trahison de ces chefs social-démocrates que Clara a passé sa vie à combattre, la classe ouvrière subit une sanglante défaite, Clara Zetkin meurt, usée par un long passé de lutte, par une suite de lourdes défaites du prolétariat de son pays, brisée enfin par cette nouvelle catastrophe que son parti n'a pas su empêcher.

« Ceux qui n'ont pas essayé de lutter n'ont pas seulement perdu la bataille ; ils ont perdu l'honneur », disait-elle avant de mourir ; mais ceux qui n'ont pas su lutter, en plus de la bataille, ils ont aussi perdu le droit de diriger la lutte révolutionnaire du prolétariat.

télégramme à Moscou sous un prétexte quelconque. Une fois arrivé à Moscou, on lui communiqua qu'il ne lui était plus permis de collaborer dans le Parti allemand. On l'occupa comme rédacteur et traducteur dans la maison d'édition pour les travailleurs étrangers.

Les camarades Wollenberg et Wolf ont demandé pendant le mois de mars au C. E. de l'I. C. de les renvoyer en Allemagne pour collaborer à la reconstruction d'un nouveau Parti communiste. Les Heckert et Cie accueillirent cette demande avec des cris sauvages, et la réponse devait être leur exclusion du P. C.

LETTRE DE GRÈCE

Une trahison des staliniens grecs aux élections de Salonique Notre camarade Thomopoulos assassiné par les nationalistes

Les nouvelles élections législatives de Salonique du dimanche 2 juillet, ont pris une importance exceptionnelle, surtout après l'attentat organisé par le directeur de la sûreté d'Athènes, contre le chef du Parti libéral Venizelos. Les deux groupements bourgeois se jettent dans la lutte avec un acharnement particulier étant donné que les résultats des élections de Salonique, où 20 sièges sont disputés, auront des répercussions sur l'évolution des luttes politiques en Grèce. Dans ces élections, les staliniens que dirigent le P. C. G. ont commis une véritable trahison. Ils ne présentent pas de liste officielle du parti devant les électeurs de Salonique.

Selon la loi électorale, chaque Parti doit présenter sa liste pour être reconnue avec ses signes devant le tribunal 13 jours avant le jour des élections. Or, le Comité Electoral du Parti communiste de Grèce a soumis sa liste au tribunal deux jours après le délai légal. Par conséquent les candidats du P. C. G. seront présentés devant les électeurs seulement comme individus, sans pouvoir user des signes du Parti et se présenter ensemble sur une liste, le scrutin devant porter seulement un nom écrit à la main. Tous les votes jetés au nom du P. C. G. (sous son masque de Front uni Ouvrier-Paysan) seront nuls.

Le C. C. du Parti est totalement responsable de cette action qui a jeté le trouble dans les rangs ouvriers, qui ont compris la trahison. Un grand nombre, désespérés, se jettera dans l'indifférence ; un certain

LE MOUVEMENT INTERNATIONAL

nombre ira aux partis bourgeois, et un nombre à nous. La seule liste communiste présentée à Salonic, est celle de l'Organisation Communiste Bolchevique-Léniniste (Archionarxistes) avec comme candidats les militants Jean Kefalas, ouvrier cordonnier, et Perachia (juif), ouvrier menuisier.

Selon toutes probabilités les staliniens ont conclu un compromis avec le gouvernement Tsaldaris, et il y a des informations que le député populaire Cotzamanis a servi comme intermédiaire. Sous l'impression de la défaite en Allemagne et la mauvaise situation en U.R.S.S., une couche de la bureaucratie se prépare à passer à la bourgeoisie et cet acte honteux, qui a été chèrement payé, est la préparation, pour cette couche, de la voie vers la bourgeoisie. L'organisation archionarxiste mènera avec acharnement la campagne contre ces traités et dénoncera leur trahison parmi la classe ouvrière.

En même temps le stalinisme dénonce systématiquement à la police tout archionarxiste connu avec indication sur son identité, habitation, occupation, etc. Tous les membres de nos sections de Calamaxta Agrini, Hefsis, Nauplis, Cavalla ont été dénoncés par le journal du Parti. A Elefsis pour détruire notre travail, ils ont fait un attentat truqué en incendiant une maisonnette d'un staliniste et ils l'ont attribué à nos camarades. Des équipes mixtes de gendarmes et de staliniens ont fait la chasse aux archionarxistes. Trois camarades à Athènes, distribués des tracts dans un quartier ouvrier contre les assassins de notre camarade Thomopoulos, tué dans la bagarre de dimanche avec les « Casques d'Acier », ont été arrêtés par les staliniens, frappés et livrés à la police comme communistes.

Dimanche, 25 juin a eu lieu la parade des « Casques d'Acier » organisation anticommuniste. Sous la protection de toute la force armée, ils ont déposé une couronne au soldat inconnu. Dans les bagarres qui ont eu lieu le soir, notre camarade Thomopoulos, membre de l'organisation Bolchevique-Léniniste, ouvrier typographe a été frappé par 5 balles au ventre et mourut. Son mémorial politique aura lieu dimanche 2 juillet.

Athènes, juillet 1933.

Les quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste

Notre réédition des textes des quatre premiers Congrès n'est pas encore prête. Ce travail est pour nous une lourde charge financière et, malheureusement, nous sommes obligés d'avancer certaines sommes à l'imprimeur, c'est pourquoi nous avons mis le volume en souscription à 15 francs, en demandant à tous nos lecteurs de nous envoyer sans tarder leur souscription.

Nous sommes certains de terminer l'édition pour le mois de septembre. D'ici là, que chacun fasse un effort supplémentaire ! Qu'il nous envoie sa souscription ou même plusieurs souscriptions ! Ainsi nous pourrions rapidement fournir à tous les militants ce volume indispensable de textes ignorés, et qui sont cependant la charte véritable des communistes.

Envoyez le montant de la souscription au compte chèque-postal: Naville, 1333-80 Paris.

Déjà avant la guerre la social-démocratie autrichienne était hautement considérée par ses partis frères à cause de son esprit politique d'état. « Notre Bebel, disait une fois un membre de la direction du parti allemand à des amis autrichiens, Notre Bebel n'est qu'un colonel de cavalerie, mais notre Adler est un général en chef. » Après la guerre, l'Autriche socialiste fut encore plus renommée. Mais pourquoi pas ? Si Staline entreprit l'édification du socialisme dans un seul pays, les social-démocrates autrichiens se mirent à une tâche encore plus compliquée, l'édification du socialisme dans un petit pays, même dans une ville. Ils donnèrent à l'Autriche « la constitution la plus démocratique du monde » et créèrent ainsi les prémisses d'une socialisation aussi incessante que pacifique. Et cette réalisation, ils l'accomplirent — triomphe suprême de l'art étatique socialiste — en accord avec les chrétiens-sociaux. Vienne-la-Rouge construisit des maisons communes et des bains d'enfants, transforma essentiellement l'école, à en faire dresser les cheveux sur la tête des « noirs », et réalisa encore d'autres nouveautés hardies; les moyens nécessaires pour cela furent apportés par les impôts de Breitner, si haï des possédants. Bref la social-démocratie s'éleva par ses actions au rang de « parti modèle de la Deuxième Internationale », elle était, dans le monde socialiste, étonnante comme un miracle, et après avoir encore réalisé la rénovation de la Deuxième Internationale, le bloc depuis Frédéric Adler jusqu'à Noske, ses éminences avaient le verbe haut dans les congrès internationaux et l'enseignement que ses maîtres avaient élaboré, l'austromarxisme, franchit victorieuse-

La Crise de la Social Démocratie anglaise

L'I. L. P. tourne à gauche

La crise économique mondiale actuelle et la crise pré-révolutionnaire du capitalisme Anglais a un effet marqué sur tout le mouvement ouvrier anglais. Ceci est particulièrement vrai du parti traditionnel de la gauche réformiste, l'Independent Labour Party. Une jauge de la maturité croissante d'une crise révolutionnaire peut-être trouvée, bien souvent dans les changements qui s'opèrent dans les partis du centrisme socialiste. Si ces changements sont parfois fondamentaux, mais, le plus souvent ce sont des changements de forme et de mode d'expression.

Le Parti de J. Keir Hardie qui, embourbé dans les tâches de la politique « pratique » du jour raillaient les théoriciens allemands Marx et Engels; le parti qui fournit des grands « orateurs » à la Chambre des Lords, le premier ministre bourgeois Mac Donald, l'aspirant fasciste Mosley — soudainement à Bradford en août dernier, se proclama le parti du marxisme révolutionnaire! L'I.L.P. rompit avec le Labour Party, qu'il avait lui-même construit, pour des motifs que ses représentants parlementaires se devaient de ne pas critiquer et, qui plus est, le Parlement. Cela amena à former une Ligue Socialiste. Parmi ces derniers se trouvaient des leaders comme H. N. Maitford et Fred Henderson.

Jusqu'à la formation du Parti Communiste (1920-21), l'I.L.P. contenait quelques-uns des meilleurs éléments socialistes révolutionnaires d'Angleterre. Un orateur extraordinaire tel que celui du Parti Communiste actuel le Palme Dutt, alors contristé de gauche, a été éduqué dans l'I.L.P. Après la guerre mondiale l'I.L.P. fit des avances à P.I.O. et lui adressa un certain nombre de questions fondamentales. La réponse rédigée par Lénine atténuait les leaders les plus « radicaux ». Soutenant le point de vue d'une « révolution » démocratique ou parlementaire pour atteindre le socialisme, mais critiquant la collaboration ouverte du Labour Party avec les impérialistes britanniques et permettant de larges différences d'opinion et d'action à l'intérieur du parti, l'I.L.P. est parvenu à garder des milliers de militants ouvriers. Malgré cela l'I.L.P. ces dernières années perdit un bon nombre de ses membres. Les chiffres suivants parlent d'eux-mêmes :

1909	28.000
1914	20.000
1919	32.000
1921	37.000
Août 1932	12.000

Depuis la conférence de Bradford (août 1932) le nombre des membres a encore diminué. Pendant ce temps une fermentation très forte se dégageait dans les rangs. De ce côté pour une politique révolutionnaire (R.P.C.), un groupe formé quelques mois auparavant, continuait à diffuser sa propre littérature et à tenir des meetings dont quelques-uns furent même annoncés dans l'organ officiel de l'I.L.P. A Londres et dans le Lancashire l'influence du comité était particulièrement forte. Les leaders de ce groupe Jack Gaster, C. K. Cutlens, et d'autres encore, la plupart des intellectuels, se disaient Léninistes. Dans les conférences de février dernier ils présentèrent leur programme : une discipline plus stricte dans l'I.L.P., une politique révolutionnaire, l'organisation immédiate de conseils Ouvriers (Soviets) et rapprochement avec la 3^e Internationale en vue d'une collaboration. A la conférence régionale de Londres au sud et du Lancashire leurs propositions furent acceptées. A la dernière conférence une proposition pour l'affiliation immédiate à l'I.C.O. fut rejetée. Le manifeste de P.I.O. de mars 1933 pour le front unique contre le fascisme fut salué par l'I.L.P. comme une justification de ses points de vue. L'I.L.P. participa en février à la conférence des Partis socialistes de gauche à Paris, qui appela l'I.O.S. et l'I.C.O. au front unique contre le fascisme. A. Fenner Brokway, écrivait « La plus grande importance s'attache à ce manifeste par le fait de la recom-

mandation faite au P.C. de cesser les attaques en faveur d'autres couches du prolétariat si une loi de front unique peut être trouvée ». (New Leader 3 10 33 souligne dans l'original)

L'I.L.P. adressa une invitation au P.C., l'I.P., au « Co-operative party », au congrès des Trade-Union pour le front unique sur un programme minimum bien défini contre le fascisme et l'offensive capitaliste. Seul le P.C. accepta et une série de démonstrations eurent lieu à travers le pays par des comités communs. Cette recommandation du Comité fut suivie par les leaders du P.C. anglais qui avaient oublié que « Cet » demande des membres de l'I.L.P., localement au nationalisme, de cesser la critique est un demand qui doit être combattue sans merci. » (British Daily Worker 8.13.32).

La quarantième conférence annuelle de l'I.L.P. en avril dernier, tomba au milieu d'une profonde crise de l'impérialisme anglais, la victoire du fascisme en Allemagne, gros déclin d'un nombre de membres, sentiments croissants envers le communisme, le début d'un front unique d'action entre le P.C. et l'I.L.P. Le rapport de Brokway sur les résultats des décisions de la conférence sur la nécessité d'une organisation extra-parlementaire, consista d'ouvriers, l'unité de classe pour abattre le capitalisme et le vote subordonné du parlement fut acclamé par la conférence. Une résolution proposant le soutien à l'organisation de chômeurs dirigée par le P.C. (la N.U.M.W.) fut votée après une très vive discussion.

Une lutte aiguë eut lieu sur la question de l'application internationale. Le Conseil National proposait le retrait de l'I.P. de l'I.O.S. Une résolution fut présentée préconisant ce retrait et donnant pour directives au Conseil National « De se rapprocher du Secrétariat de P.I.O., dans le but de s'assurer par quels moyens l'I.L.P. pourrait soutenir le travail de l'Internationale ». L'intention de cette résolution rendait clair que ce n'était pas une demande d'affiliation à P.I.O. mais une collaboration. John Paton secrétaire du Parti souligna les vues du Conseil national et polémiqua contre la résolution. Le vote fut des plus serrés. La résolution fut adoptée par 93 contre 79.

Une autre résolution qui incarnait tout le programme du Comité offrait une nouvelle constitution du parti. Cette résolution soulignait le vote prépondérant des conseils d'ouvriers et le vote subordonné du parlement. Elle fut également combattue par la gauche. Le rapport de l'I.L.P. doit tendre à être plus radical, et en particulier par F. W. Maitford. Le rapport de « New Leader » dit : « La conférence rejette la partie fondamentale de la nouvelle constitution par 90 contre 8 ».

Un côté intéressant de la conférence fut l'essai d'introduire une discipline plus stricte dans l'I.L.P. Une motion tendant à introduire une période d'épreuve fut rejetée. Il y eut ensuite un amendement « Exécutant les pactifistes de l'action disciplinée ». Un vrai parti socialiste révolutionnaire !

Une résolution pour le front unique avec le P.C. et le I.P. fut adoptée après discussion. Le nouveau Conseil National bien que contenant des membres du « Comité » est entre les mains et la tendance Brokway. Martin. Le Comité, répondit à la demande de collaboration de l'I.L.P. Mais au lieu de produire une déclaration programmatique de manière à conquérir les ouvriers révolutionnaires le P.I.L.P. au communisme, la Bureaucratie stalinienne s'est contentée tout simplement de leur souhaiter la bienvenue et de se déclarer prêts à collaborer avec l'I.L.P. Il était plus opportun d'instruire les rangs de l'I.L.P. Mais le stalinisme une fois de plus pris par surprise est incertain quant à l'avenir, alors il reste dans la perplexité. Les staliniens, clament les résultats de la conférence de l'I.L.P. et en particulier ceux

EN ALLEMAGNE

Après la dissolution des partis

Il est maintenant évident qu'Hitler poursuit pas à pas, sans rencontrer de résistance quelconque, son travail de transformation de l'Etat et de destruction des derniers restes de l'ancienne armature politique de la bourgeoisie allemande. Le travail de destruction de tous les partis qui a pris au fascisme italien des années de lutte s'accomplit avec une rapidité extraordinaire dans un pays où les anciennes organisations prolétariennes et même bourgeoises ont été les plus développées qu'on est loin du 30 janvier quand Hitler prenant le pouvoir avait encore en face de lui les organisations prolétariennes intactes et était considéré par les organes les plus sérieux de la bourgeoisie internationale et même par certains journaux prolétariens comme prisonnier d'Hugenberg et des nationaux-allemands !

Rappelons les faits. Après avoir mis en illégalité le parti communiste et envoyé des dizaines des milliers d'ouvriers communistes et social-démocrates dans les camps de concentration Hitler, tout en frappant les organisations réformistes, n'a pas tout de suite procédé à leur dissolution. Le fascisme allemand tout en agissant vite voulut amorcer le choc frappant graduellement et avec méthode.

Une bonne partie des bonzes réformistes depuis longtemps vendus à la bourgeoisie, les Leypart et Weis électeurs de Hitler, qui ont pratiqué pendant quatorze années la politique d'abandon et des capitulations permanentes se sont mis alors à genoux devant la dictature fasciste espérant ainsi garder leur place et aussi leurs organisations dans les cadres d'un nouveau régime.

Les staliniens qui, refusant pendant des années la politique du front unique de lutte d'organisation à organisation ont réalisé au moment décisif le front unique d'inaction, de passivité et donc de capitulation avec la social-démocratie écartant les positions historiques du prolétariat allemand sans combat, se sont mis à crier après les lâches déclarations de Leinart : « Nous avons eu donc raison d'appeler les réformistes social-fascistes ! La théorie de notre maître Staline s'est donc vérifiée ! Il y aura une collaboration entre Hitler et Weis ! »

Mais le 2 mai, Hitler malgré les platitudes des Leypart dissout les syndicats réformistes, confisque leurs biens et intègre les syndicats dans le « Front du travail » fasciste. Comme l'opposition de gauche l'a prévu « La Seule Voie », même si tous les dirigeants réformistes se courbent devant Hitler le fascisme n'aura pas besoin de cette marchandise. Sa tâche c'est la destruction des toutes les

organisations ouvrières, même dirigées par les traités.

Ce sont les appréciations marxistes de l'opinion de gauche sur le fascisme, qui se sont vérifiées.

Mais Hitler ne s'est pas arrêté là. Après avoir dissout les syndicats il a dissout le parti social-démocrate et fait exclure de tous les parlements même les députés socialistes qui ont voté au Reichstag la confiance au gouvernement Hitler à cause de sa « pacifique » politique étrangère.

Après la social-démocratie et le P. C. ce fut le tour des autres partis bourgeois du centre catholique et des nationaux allemands donc du parti qui a directement contribué à la formation du cabinet Hitler et donc plusieurs membres étaient ses collègues ministériels.

Le centre catholique, grande organisation créée il y a cinquante ans, par le fameux pape social Léon XIII pour contrebalancer le mouvement socialiste, organisation qui a su résister à Bismarck et qui s'est maintenue à travers de la crise résultant de la grande guerre, s'effondra pitoyablement en signant son propre décret de condamnation à mort. Les organisations syndicales sont intégrées aussi dans le « Front du Travail » et plusieurs de ses chefs furent arrêtés.

Les associés directs d'Hitler, les nationaux allemands furent balayés aussi sans difficultés, les sections du « Casque d'Acier » organisation monarchiste ultra-réactionnaire qui fut patronnée par Guillaume II dissoutes comme suspectes ou intégrées dans les sections d'assaut et l'omnipotent Hugenberg obligé à démissionner.

Comme l'a proclamé Hitler : un seul parti suffit à l'Allemagne.

Hitler réalise la concentration de toute la bourgeoisie autour de son mouvement. Les faux calculs du « Populaire » sur le conflit aigu entre les Casques d'acier et les sections d'assaut s'effondrent. Il faut se rappeler que le maître Rosenfeld annonça après le 5 mars (d'après des renseignements sûrs) une guerre civile dans les 24 heures entre partisans de Hitler et de Hugenberg. Il ne fut pas d'ailleurs seul. Les staliniens aussi dans leur odieux article d'Heckert, ont mis sur le conflit entre les Hitlériens et les nationaux allemands en sachant pas à temps tirer profit des conflits fondamentaux entre le fascisme et la classe ouvrière prise dans son ensemble, ne prenant l'initiative de la lutte, après leur dégonflage piteux ils ont aussi espéré quelque chose de ce conflit tertiaire (Le prolétariat peut le mettre à profit s'il sait engager une action indépendante). Ne pouvant pas organiser une propre action les staliniens ont mis sur l'aide du bon dieu.

Mais quelles sont les raisons de cet effondrement rapide et facile de tous les partis allemands ? Nous répondons : la force principale dans la lutte, le prolétariat et ses organisations ont fait totalement défaut. Or c'est le prolétariat qui est la seule force capable de mener une réelle lutte contre les bandes fascistes.

Le prolétariat comme élément actif de lutte restant à l'écart les autres fractions de la bourgeoisie représentaient une force minime en comparaison avec le fascisme.

Les conflits entre les diverses fractions de la bourgeoisie pouvaient s'aiguïser si le prolétariat et surtout le parti communiste opposait une résistance propre et montrait ainsi à la bourgeoisie le danger des méthodes fascistes.

Les Péri présentent dans la presse stalinienne la dissolution des partis bourgeois comme une preuve de la crise aiguë d'hitlérisme, signe avant-coureur de son effondrement. Ils trompent les ouvriers. Raconteurs de fables ils essayent d'endormir la vigilance du prolétariat et cacher leurs responsabilités dans la catastrophe allemande.

En réalité l'ennemi s'est fortifié. Il faut le savoir et se rendre capable de le battre.

(A suivre).

EN AUTRICHE

La fin de l'austromarxisme

ment les limites étroites de la patrie.

Dans de telles conditions, il va de soi qu'aujourd'hui, après que la social-démocratie allemande a subi dans la « lutte » contre la croix gammée une défaite unique dans l'histoire du mouvement ouvrier tous les socialistes tournent les yeux vers l'Autriche le pays modèle du socialisme où le fascisme précisément encouragé par la victoire de Hitler a entrepris la lutte pour le pouvoir. Tous les coeurs et tous les cerveaux socialistes sont tourmentés par la question : Comment la social-démocratie autrichienne subira-t-elle cette lutte ? Ne doit-elle pas faire ses preuves beaucoup, beaucoup mieux que le parti allemand ? Indépendamment de ses avantages aveuglants, les circonstances extérieures ne jouent-elles pas aussi en sa faveur ? La classe ouvrière allemande est habituée parce qu'elle était divisée, mais l'unité de la classe ouvrière autrichienne ne fut jamais menacée par la Troisième Internationale. Le P. C. Autrichien fut toujours une grandeur insignifiante, petite, faible et pas sérieuse. La social-démocratie autrichienne est relativement plus grande que tout autre parti social-démocrate. A cela s'ajoute que le fascisme autrichien est divisé en deux fractions. Le fascisme des Heimwehren, avec l'aide duquel Dollfus veut donner le coup de grâce à la démocratie et renverser les

ouvriers, n'est pas soutenu, mais fortement combattu par les nationaux-socialistes. Dans cette situation, la social-démocratie autrichienne ne doit-elle pas s'affirmer brillamment ?

La question a déjà reçu sa réponse. On ne peut douter que la faillite de la social-démocratie allemande ne restera pas longtemps isolée. La social-démocratie autrichienne sera bientôt à ses côtés à égalité. Elle perdra la guerre contre le dérisoire « petit » Dollfus. Elle l'a déjà perdue. Car elle ne l'a même pas entreprise et elle ne l'entreprendra pas à quelques conditions qu'il se soit.

Pour comprendre que c'est la seule éventualité possible, la seule certaine, on doit savoir ce que la social-démocratie autrichienne, si admirée et si célébrée sur tous les tons est, non dans son imagination, non dans celle de ses partis frères, mais en réalité.

Henri Unger disait autrefois : le libéralisme a un grand avenir derrière lui. On doit en dire autant du socialisme autrichien. Ses débuts furent très prometteurs. Sous la direction de Victor Adler, la classe ouvrière autrichienne livra à l'état pourrissant des Hasbourg des batailles qui soulevèrent l'admiration du vieux Engels. Mais finalement dans cette lutte l'état autrichien resta cependant vainqueur. Non en bataille rangée. Il ef-

frita graduellement son adversaire, il s'incarna bien lentement la social-démocratie autrichienne. Il en résulta l'austromarxisme.

Regardez-on ses poings, non sa bouche, l'austromarxisme s'avère comme réformisme. Comme tout autre réformisme, il est adaptation du mouvement ouvrier à l'état bourgeois, intégration dans l'état bourgeois, soumission à l'état bourgeois. Ce qui le distingue des autres réformismes, ce qui le fit pendant longtemps apparaître comme quelque chose d'essentiellement différent de tout particulier, c'est la circonstance particulière qu'il avait à adapter le mouvement ouvrier à un état agonisant. D'où sa prétendue force; cela lui donna la possibilité d'obtenir des succès auxquels il ne paraissait pas pouvoir prétendre d'après les rapports de force. Cette Autriche dans laquelle il semblait que les fractions nationales se jetaient l'une sur l'autre comme des bêtes sauvages et mettaient en cause chaque jour l'existence de l'état, était en réalité la terre classique du maquignonnage le plus prudent. Tous ces coupables de haute trahison qui agissaient avec tant d'intransigeance étaient vénaux, des âmes de boutiquiers, des maîtres du compromis sordide. Ils mettaient le poing sous le nez du gouvernement pour ensuite lui tendre, avec succès, la main ouverte. C'est dans

cet état qui ne pouvait ni vivre ni mourir, dont l'existence était un lamentable végétation, qui n'avait aucun ami, car il ne payait pas comptant, c'est dans ce monde pourrissant que fut pensée la grande pensée austromarxiste : rénovation et renforcement de l'état hasbourgeois par des concessions à la classe ouvrière. Ce programme avait l'air très neuf, très hardi. Comme une pensée créatrice dans un monde de petitesse d'espérance stérile.

Mais en réalité cette grandiose conception austromarxiste n'était que la traduction du vulgaire programme réformiste — des canons pour les droits du peuple — en autrichien. L'austromarxisme poursuivit une politique d'état, non plus une politique de classe. Ses pensées ne tournaient plus qu'autour du Parlement. Il apprit des partis bourgeois tous les petits artifices du crétinisme parlementaire. La conception de Marx selon laquelle l'émancipation de la classe ouvrière serait l'œuvre des travailleurs eux-mêmes on en souariait comme d'une vieille mode. L'enseignement austromarxiste ne connaît pas de prolétariat agissant, combattant. Selon lui, l'ouvrier ne fait pas son histoire, il l'éprouve, il la subit, tandis que peu à peu sans presque être remarquée, automatiquement, la classe ouvrière, selon les lois immanentes du capitalisme, devient classe ouvrière triomphante, le capitalisme se remplit de plus en plus d'un contenu socialiste. Tel était l'enseignement secret de l'austromarxisme. A l'opinion publique il faisait don des justifications les plus savantes et les plus pernicieuses de sa pensée et de son action. Vint la guerre, et comme sa conséquence la plus immédiate la révolution. L'empire

Abonne-toi !
Souscris !
Collabore à la Vérité !

LA VIE OUVRIÈRE

Vers le VII^e Congrès de la C. G. T. U.

Les effectifs et le régime

Dans un article publié le 28 juin par l'« Humanité », Frachon décrit avec de nombreux détails la manière dont devra s'organiser le travail syndical chez Citroën. Il n'y a rien à reprocher à cette description, mais on pourrait quand même demander à Frachon pourquoi on ne songe à toutes ces belles choses qu'aujourd'hui. Frachon serait bien embarrassé. La réponse est pourtant simple. Un article que Delobelle a publié au même endroit, trois jours après, décrit non plus ce qu'il faudra faire, mais l'état actuel de la C. G. T. U.

Delobelle note d'abord la fluctuation des effectifs.

« Des dizaines de milliers d'ouvriers et d'ouvrières rentrent dans nos syndicats et une partie d'entre eux quitte ensuite l'organisation. » Et tout de suite après : « Notre septième Congrès de septembre devra rechercher, en prenant des exemples, pourquoi les ouvriers qui adhèrent nous quittent ensuite, après un séjour plus ou moins prolongé. Il devra également étudier le fonctionnement des syndicats qui maintiennent leurs effectifs. »

Pour répondre à ces questions, il s'agira d'examiner sérieusement le problème de nos méthodes de travail.

Selon nous, la première raison de la fluctuation, c'est que la classe ouvrière ne connaît la C. G. T. U. qu'à travers l'agitation et au moment des luttes. Dans les périodes de trêve, elle n'apparaît pas comme l'élément de soutien permanent capable d'apporter aux travailleurs tout son appui lorsqu'ils sont aux prises avec l'exploitation capitaliste à l'usine, lorsqu'ils sont atteints par la maladie, le chômage, l'accident, etc. »

Cette explication n'en est pas une. La fluctuation des effectifs est produite par l'incapacité organisationnelle de la C. G. T. U. (manque de liaison avec la classe ouvrière pendant « les périodes de trêve », etc.) Bon, mais ce n'est pas tout. Et l'incapacité organisationnelle de la C. G. T. U. ? Quelles sont les causes profondes de ce phénomène ? Delobelle ne les analyse pas.

Mais il n'y a pas que le manque de liaison avec la classe ouvrière pendant « les périodes de trêve ». « La liaison entre le syndicat et l'ouvrier syndiqué est souvent déterminée par la prise de sa carte ou le paiement de sa cotisation, liaison seulement administrative. »

Les liaisons entre l'ouvrier syndiqué lui-même et le syndicat sont « seulement administratives ».

Delobelle parle encore du « système à la méthode réformiste : une ou deux assemblées générales par an, ou pas du tout. » Nous ajouterons, nous, que ce n'est pas tout. Les assemblées générales ne sont pas seulement rares. Elles sont rituelles par leur contenu et révolutionnaires par les méthodes qu'on emploie contre ceux qui osent exprimer des critiques. (Un exemple tout récent : l'assemblée générale du syndicat des employés ou de l'Enseignement de la Seine).

« Il arrive ainsi que l'attaque patronale se déclenche sans qu'on l'ait prévue, sans qu'en juge opportun de réunir les syndiqués pour en discuter. »

Delobelle dit modestement : « Il arrive ». Mais nous prouverons, statistiques en mains, que c'est ce qui « arrive » dans la presque totalité des cas.

Il y a ensuite la non-compréhension du problème du recrutement des inorganisés.

Delobelle cite des faits de nature à illustrer parfaitement le démocratisme syndical. Ces faits n'ont besoin d'aucun commentaire.

Et ainsi le tableau est complet : la C. G. T. U. ne sait pas recruter ; elle n'a presque pas de liaison avec les grandes masses ; ses propres membres la quittent après un certain

temps, assez court. On emploie à la C. G. T. U. des méthodes réformistes, etc.

Toutes ces choses, nous les répétons depuis des années : bureaucratisme à outrance ; absence de toute démocratie syndicale, et le reste n'est que le reflet de la situation de la C. G. T. U. envisagée au point de vue de son rôle dans le mouvement ouvrier actuel.

« Critiquer la politique et les actes des chefs comités, c'est travailler pour l'unité syndicale », accorde Frachon dans l'« Humanité » du 4 juillet 1933. C'est très vague.

« Critiquer la politique et les actes des chefs comités » est une nécessité absolue. Cela n'a pas besoin d'être dit et redit, mais il faut encore préciser « comment » et « où » critiquer.

Il faut aussi faire le bilan des critiques. Les vérités stériles que l'« Humanité » ne cesse d'annoncer n'ont pas empêché la C. G. T. U. de faire des progrès immenses, tandis que la C. G. T. U., peu journalièrement des effectifs et se montre incapable de rassembler les masses.

En d'autres mots : « critiquer la politique et les actes des chefs comités ». Oui, mais en même temps, faire mieux qu'eux. Une C. G. T. U. squelettique, sans influence dans les masses est moins qu'un zéro.

A ce propos, nous ne pouvons que répéter les déclarations que nous avons faites sur la question syndicale, pour le Congrès du 4 juin : « Le parti, c'est la fleur de la classe, son élite révolutionnaire. Le syndicat embrasse de larges masses ouvrières à des niveaux différents. Plus larges sont les masses, plus le syndicat est prêt d'avoir exécuté sa tâche. La lutte contre l'opportunisme dans les syndicats signifie au fond un travail tenace et patient pour amener les réserves à l'avant-garde. »

Celui qui détache les ouvriers révolutionnaires, qui construit à côté des organisations de masses des syndicats révolutionnaires, « progrès », d'après l'expression ironique de Lénine renonce à sa résolution ; pire encore, il crée directement des obstacles à la lutte pour influencer la classe ouvrière.

Que les chefs des syndicats allemands, comme ceux d'Amérique et les Trade Unions d'Angleterre, comme ceux des syndicats réformistes de France, soient « LES PLUS GRANDS GREDINS DU MONDE ». Rosa Luxembourg l'a dit depuis longtemps. Lors de la création de l'I. C., la tâche la plus importante était d'évincer ces gredins des syndicats de masses. C'est précisément dans l'accomplissement de cette tâche que la bureaucratie staliniste fit banqueroute.

La place des communistes est dans les syndicats de masses. Les communistes doivent y entrer avec le drapeau déployé ou replié, y travailler ouvertement ou clandestinement, selon les conditions politiques et pollicaires du pays. Mais ils doivent y travailler sans perdre un instant. »

« Les chefs des syndicats allemands, comme ceux d'Amérique et les Trade Unions d'Angleterre, comme ceux des syndicats réformistes de France, soient « LES PLUS GRANDS GREDINS DU MONDE ». Rosa Luxembourg l'a dit depuis longtemps. Lors de la création de l'I. C., la tâche la plus importante était d'évincer ces gredins des syndicats de masses. C'est précisément dans l'accomplissement de cette tâche que la bureaucratie staliniste fit banqueroute. »

« Les chefs des syndicats allemands, comme ceux d'Amérique et les Trade Unions d'Angleterre, comme ceux des syndicats réformistes de France, soient « LES PLUS GRANDS GREDINS DU MONDE ». Rosa Luxembourg l'a dit depuis longtemps. Lors de la création de l'I. C., la tâche la plus importante était d'évincer ces gredins des syndicats de masses. C'est précisément dans l'accomplissement de cette tâche que la bureaucratie staliniste fit banqueroute. »

« Les chefs des syndicats allemands, comme ceux d'Amérique et les Trade Unions d'Angleterre, comme ceux des syndicats réformistes de France, soient « LES PLUS GRANDS GREDINS DU MONDE ». Rosa Luxembourg l'a dit depuis longtemps. Lors de la création de l'I. C., la tâche la plus importante était d'évincer ces gredins des syndicats de masses. C'est précisément dans l'accomplissement de cette tâche que la bureaucratie staliniste fit banqueroute. »

« Les chefs des syndicats allemands, comme ceux d'Amérique et les Trade Unions d'Angleterre, comme ceux des syndicats réformistes de France, soient « LES PLUS GRANDS GREDINS DU MONDE ». Rosa Luxembourg l'a dit depuis longtemps. Lors de la création de l'I. C., la tâche la plus importante était d'évincer ces gredins des syndicats de masses. C'est précisément dans l'accomplissement de cette tâche que la bureaucratie staliniste fit banqueroute. »

« Les chefs des syndicats allemands, comme ceux d'Amérique et les Trade Unions d'Angleterre, comme ceux des syndicats réformistes de France, soient « LES PLUS GRANDS GREDINS DU MONDE ». Rosa Luxembourg l'a dit depuis longtemps. Lors de la création de l'I. C., la tâche la plus importante était d'évincer ces gredins des syndicats de masses. C'est précisément dans l'accomplissement de cette tâche que la bureaucratie staliniste fit banqueroute. »

« Les chefs des syndicats allemands, comme ceux d'Amérique et les Trade Unions d'Angleterre, comme ceux des syndicats réformistes de France, soient « LES PLUS GRANDS GREDINS DU MONDE ». Rosa Luxembourg l'a dit depuis longtemps. Lors de la création de l'I. C., la tâche la plus importante était d'évincer ces gredins des syndicats de masses. C'est précisément dans l'accomplissement de cette tâche que la bureaucratie staliniste fit banqueroute. »

« Les chefs des syndicats allemands, comme ceux d'Amérique et les Trade Unions d'Angleterre, comme ceux des syndicats réformistes de France, soient « LES PLUS GRANDS GREDINS DU MONDE ». Rosa Luxembourg l'a dit depuis longtemps. Lors de la création de l'I. C., la tâche la plus importante était d'évincer ces gredins des syndicats de masses. C'est précisément dans l'accomplissement de cette tâche que la bureaucratie staliniste fit banqueroute. »

Lille

Contre les exclusions

Le jeudi 12 juin, se tenait la réunion de la C. E. de l'Union locale de Lille ; une bonne vingtaine de camarades étaient présents.

Après que divers camarades eurent expliqué le travail de leurs syndicats respectifs pour la préparation de la conférence d'information du 23 juin, Delattre proposa d'organiser deux réunions publiques pour la popularisation du Congrès Européen Antifasciste ; il nous fit entendre un compte-rendu de la situation dans le Textile et la Métallurgie et le travail des syndicats dans ces deux corporations.

Aux questions diverses notre camarade Cornille demanda la parole pour dénoncer l'attitude des bureaucraties de la 20^e U. R. et proposer le vote d'une résolution de protestation contre de telles méthodes qui ne réussissent qu'à dégrader la C. G. T. U. ; quand notre camarade eut terminé, Martha Deurmann, demanda la parole pour répondre et pour déclarer qu'elle s'opposait à ce que notre camarade ne soit pas intervenu dans la discussion qu'il venait spécialement à cette réunion pour intervenir en fin de réunion et elle proposa à l'assemblée de voter la confiance à la 20^e U. R. ; ensuite ce fut au tour de Dève de se déclarer d'accord avec les exclusions et à déclarer que si nos camarades Cornille et De Vrejer qui représentent à l'Union Locale l'opposition faite au sein de travail « contre-révolutionnaire » qu'ils n'en font à l'heure actuelle la 1^{re} U. R. suivrait l'exemple de la 20^e U. R. Il invita les camarades présents à voter la confiance à la C. G. T. U. ...

Maintenant que la question est posée il s'agit de savoir si la 1^{re} U. R. va suivre la 20^e

La résolution proposée à la C. E. de la 1^{re} U. R.

Contre les exclusions pour délits de tendances

La Commission exécutive s'élève énergiquement contre les exclusions qui viennent d'être prononcées contre cinq militants de langue hongroise, membres de la C. G. T. U. et de la 20^e section U. R. U. depuis de longues années, pour le simple motif d'être en désaccord avec la direction confédérale.

Rappelle que ce fut toujours l'honneur de notre centrale révolutionnaire de servir dans son sein des ouvriers de toutes langues et que de telles méthodes sont étrangères à notre C. G. T. U. qu'un tel acte, si ce n'est, ou seuls les syndicats, d'adhésion à la direction, auraient la faculté de l'exprimer.

Rappelle également la scandaleuse exclusion de Racamond par Boville, que tous les militants conscients ont condamnée vigoureusement.

Demande à la direction confédérale de retirer l'exclusion de ces camarades et de respecter la charte fondamentale de notre C. G. T. U. (Démocratie syndicale et droit de fraction).

CONTRE LES EXCLUSIONS POUR DELIT DE TENDANCES DANS LA C. G. T. U.

Remplissez les listes de signatures

Les camarades qui ont pris l'initiative de faire signer une pétition contre les exclusions pour délit de tendances dans la C. G. T. U., viennent de faire imprimer ces pétitions qui sont dès maintenant à la disposition des camarades qui doivent en demander à Craipeau, 15, rue Boursault, Paris.

Un certain nombre de signatures de syndicats unitaires sont déjà parvenues aux mains des camarades Craipeau, Charbit et S. Weil, entre autres celle du camarade Gilbert SERRET, de la Fédération de l'Enseignement. Dès le prochain numéro, nous publierons une première liste de signatures. Que sans retard, chacun se mette à l'œuvre pour faire circuler la pétition et renforcer notre lutte contre les menées scissionnistes de la direction confédérale.

DANS L'ENSEIGNEMENT

Avant le Congrès de Reims

La semaine dernière nous avons publié la résolution de l'opposition de gauche déposée par la minorité oppositionnelle du syndicat de la Seine de l'Enseignement. Nous demandons à tous nos amis dans tous les syndicats de la présenter dans les assemblées générales qui se tiennent actuellement, puis de nous faire connaître les résultats obtenus.

Dans le courant de cette année, notre fraction n'a pu fournir tout le travail nécessaire ; en particulier, notre Bulletin n'est pas sorti. C'est pourquoi, ce qui importe d'abord, c'est que notre position soit connue des syndicats. Nous pensons que dans les circonstances actuelles (crise de la Fédération, désagrégation de la C. G. T. U.) notre fraction doit montrer fermement la voie à nos camarades de la majorité confédérale. L'heure est venue où une position sans équivoque doit être prise pour le redressement du mouvement syndical révolutionnaire.

Notre fraction s'est ralliée à la Motion revendicative du Bureau fédéral.

SUR LE TRAITEMENT UNIQUE

(Suite)

A Marseille en effet la M.O.R. jetait l'anathème sur la majorité fédérale « traître aux jeunes » parce qu'elle se moquait de leur « revendication immédiate » du traitement unique... à 20.000 francs ! Un an après, à Liège, les stalinistes traitaient l'idée même du T.U. d'utopie antimarxiste... C'est qu'en temps, le « Chef » Staline venait d'avoir une révélation du même ordre. Les trois premières années du Plan Quinquennal venaient de s'écouler au milieu des coups de clairon de la presse stalinienne annonçant une suite ininterrompue de victoires retentissantes. « On était entré des deux pieds dans le socialisme » selon Staline. Il s'agissait de dépasser les pays capitalistes les plus évolués. La classe bourgeoise était liquidée à la campagne comme dans les villes. Il s'agissait seulement de balayer les « derniers vestiges » de la société bourgeoise. Et puis brusquement, coup de théâtre : Staline prononce un grand discours. Il doit avouer lui-même que « depuis longtemps » un désordre énorme règne dans l'économie et que les ouvriers quittent sans cesse les usines à la recherche de conditions de vie plus supportables : « Dans la plupart des entreprises, dit-il, le personnel ouvrier change, au cours d'un semestre ou même d'un trimestre dans la proportion d'au moins 30 ou 40 % ». Et Staline de nous prouver, à grand renfort de citations de Marx et de Lénine, que la différenciation des salaires est inévitable dans la période de transition du capitalisme au socialisme.

Cette vérité marxiste générale que le « Chef Génial » venait de découvrir, l'opposition la répétait depuis longtemps à la classe ouvrière. Longtemps encore, la dictature du Proletariat portera l'empreinte des lourdes taxes capitalistes. De même que, jusqu'au moment où les antagonismes de classe auront disparu, la classe ouvrière devra se servir de l'appareil étatique et répressif ; de même, elle doit subir jusqu'au passage à un stade supérieur des inégalités de la société capitaliste, ses moyens de pression sur les ouvriers (salaire aux pièces, traitements surpérioritaires, etc.) jusqu'au passage disparaîtront les rapports de valeurs et d'échanges et on sera applicable la formule communiste.

Bien entendu, à mesure que la bourgeoisie perd ses griffes et abandonne ses positions

pendant que le prolétariat assure les siennes, l'appareil étatique qui a fonctionné de la jauge, perd de son importance et est supplanté par les organismes régulateurs de l'économie (le rôle des soviets augmente et change de nature). De la même façon, plus la classe ouvrière peut satisfaire ses besoins et voit s'élever son niveau de vie, moins il est nécessaire d'user avec les ouvriers des moyens de contrôle, d'excitation extérieure, de concurrence et de différenciation. Comme s'exprimait, quelques jours avant le discours de Staline, l'organe du commissariat du Peuple au Travail : « Le développement de la technique, l'accroissement du rôle du transport, de l'électrification, etc., diminuent le domaine du travail aux pièces ».

Or, c'est précisément cette vérité élémentaire que Staline et sa fraction veulent escamoter, parce qu'elle porte atteinte au dogme de la production de l'U.R.S.S. à un rythme de choc dans la réalisation socialiste, à la légende rose des « Amis de l'U.R.S.S. » suivant laquelle on construit le socialisme sans à-coups, en dépassant partout les rythmes prévus ! Il s'agit de faire croire que le passage au travail aux pièces, comme le renforcement de l'appareil étatique, constitue un pas en avant dans la voie socialiste, une victoire du socialisme.

Mais voilà qu'on transporte ce problème de l'U.R.S.S. du plan quinquennal à la France bourgeoise : rectifiant la position selon cette nouvelle interprétation du marxisme, les dirigeants de la fraction stalinienne accomplissent une pirouette de 180°... par-dessus la tête de leurs propres militants. Cela n'alla pas sans difficultés. La fraction communiste de la C. C. des groupes des Jeunes (M.O.R.) écrivit au B.P. après Limoges une lettre virulente (qui est parue dernièrement dans l'E. E. au Congrès de Bordeaux, l'an dernier, les militants M. O. R. désavouèrent publiquement leurs dirigeants et votèrent en majorité avec le B.F. pour le traitement unique.

L'offensive reprend pour le Congrès de Reims. On fait beaucoup de démagogie pour noyer le poisson. Il paraît qu'il faut lutter pour la défense des salaires. On croirait que seule la M. O. R. lutte pour la défense des salaires ! Comme si cette lutte était en contradiction avec le Traitement Unique.

Il paraît que le mot d'ordre du T. U. n'est pas populaire (!), qu'il n'intéresse que les débutants (rapport de Blaise au syndicat de la Seine). Ainsi parlent les Clay et Cie : « On ne trouve à la F.U. que des jeunes et des décontents ». Nous croyons, quant à nous, que cette défense des débutants, de la couche la plus exploitée du corps enseignant, c'est justement la tâche essentielle d'une Fédération révolutionnaire. Tout le corps enseignant doit être solidaire de cette lutte.

Enfin, les anciens tranche-montagne du T.U. à 20.000 attaquent la lutte pour le T.U. comme une réserve utopique. Notons que personne n'a songé (comme ils le faisaient) à exiger le traitement unique comme revendication immédiate. La Fédération a acclamé à l'unanimité (moins quelques voix des amis de Bouthonier) la lutte pour tout ce qui rapproche du T.U., contre tout ce qui en éloigne. Il paraît que l'écart entre les salaires de base et les salaires les plus élevés s'est accru. Les salaires du début ont été augmentés de 6.580 fr. contre 10.000 aux salaires supérieurs. Cela montre que la bourgeoisie tient de plus en plus à diviser les intérêts des instituteurs. La lutte de la Fédération pour enrayer cette différenciation, pour se rapprocher du but final du traitement unique doit être d'autant plus ardente. Avec elle, la Fédération aura les couches les plus combattives de la jeunesse. Et si la M. O. R. veut jouer un rôle réactionnaire en ce domaine et briser cet élan, elle s'y brisera les dents.

I. Craipeau.

des Hasbourg se décomposa et, à l'austromarxisme fut dérobé sous les pieds le sol sur lequel il se tenait. Mais il ne le remarqua pas. Il crut, au contraire, que sa période de gloire commençait. Bien entendu, la domination du capitalisme était lourdement ébranlée et la bourgeoisie ne pouvait songer à se fortifier elle-même. Aussi elle remit la tâche de la réédification de l'économie — on entendait ainsi le rétablissement du vieux régime capitaliste — à la social-démocratie. Et celle-ci se mit avec enthousiasme au travail car à son avis la réédification de l'économie était la prémisses et le début de la socialisation. La démocratie n'était-elle donc pas conquise ? Et la démocratie n'était-elle pas autre chose qu'un socialisateur automatique ? Les choses étaient bien simples : le capitalisme se développait-il, alors la casse ouvrière croît, mais en même temps que la classe ouvrière, croît la social-démocratie. Elle doit finalement obtenir la majorité au Parlement et il ne reste donc plus d'obstacles sur la voie de la socialisation.

Mais un beau jour tomba une goutte d'amertume dans le verre de joie social-démocrate. Les bourgeois découvrirent qu'ils pouvaient aussi diriger désormais sans les social-démocrates et ils donnèrent congé à leurs frères de coalition. Mais cela ne débarrassa pas la social-démocratie de sa chimère démocratique. L'attitude inamicale des bourgeois leur montra seulement la justesse de la théorie selon laquelle la social-démocratie doit devenir la majorité au Parlement pour pouvoir réaliser le socialisme. Et dans le camp social-démocrate commença un grand calcul sur les perspectives du Parti concernant la conquête du Parlement.

Pendant qu'on s'y divertissait à cette mathématique socialisatrice, les bourgeois réalisaient un travail moins romantique mais plus fructueux. Ils firent table rase des conquêtes de la révolution célébrées comme impossibles à perdre par les social-démocrates. Elles tombèrent l'une après l'autre, si bien que récemment un social-démocrate pouvait se plaindre ainsi au Conseil national : « De l'état prospère que nous voulions bâtir, il n'est plus rien resté ». Cependant les bourgeois étaient d'un autre avis. Ils trouvèrent qu'il restait encore beaucoup de « déblai révolutionnaire » à nettoyer et que ce travail ne pourrait pas, peut-être, être réalisé par des moyens démocratiques en général, du moins pas assez vite pour leur goût. Le fascisme releva la tête et il en est aujourd'hui à ériger sa domination.

Les plus anciennes unions fascistes, les Heimwehren, naquirent en Autriche dès l'époque de la révolution. A l'origine elles ne voulaient être que des gardes de protection de la frontière. Mais la réaction reconnut aussitôt avec son flair certain que les organisations d'autodéfense pourraient aussi jouer un rôle contre l'ennemi intérieur. Les social-démocrates ne comprirent naturellement pas cela. Ils livrèrent même en bons patriotes des armes aux Heimwehren. Et lorsque les communistes, dès la lune de miel de la coalition attirèrent l'attention de la social-démocratie sur le danger « garde-blanc », ils furent éconduits avec la plaisanterie qu'ils voyaient des souris blanches. Des gardes blancs ? Quelque chose de ce genre existait dans la Russie arriérée, mais pas dans une république démocratique hautement civilisée ; il y en avait

d'autant moins que l'aile démocratique des chrétiens-socialistes qui était alors encore forte n'avait pas la moindre envie de s'engager dans l'aventure d'une guerre civile. « Pourquoi les Heimwehren ? disait le prêtre Hauser, je puis faire tout le nécessaire avec Renner ? » Et cela était la pure vérité, avec Renner on pouvait faire tout ce qu'il fallait. C'était la fierté des social-démocrates et cette fierté leur fit ne pas voir les Heimwehren. Mais cela ne dura vraiment pas, car les Heimwehren commencèrent à donner des signes de vie très nets. Ils tuèrent tantôt ici tantôt là, un ouvrier. Après chaque meurtre, la « Arbeiter Zeitung » déclarait : si cela se produit encore une fois, alors... Que devait arriver « alors », on le vit le 15 juillet 1927. Lorsque ce jour là, les ouvriers de Vienne, aigris par l'acquiescement de quelques fascistes assassins d'ouvriers, mirent le feu au Palais de Justice, les social-démocrates ne trouvèrent rien de mieux que de proposer aux chrétiens-socialistes, la création d'une coalition. Et c'est dans ce style qu'ils poursuivirent la lutte contre le fascisme, jusqu'à ce jour. L'aggravation effroyable de la crise amena au fascisme de nouvelles forces ; à côté des Heimwehren apparut le national-socialisme, l'union des ennemis des ouvriers fit dans le camp fasciste des progrès rapides, malgré les chamailleries, leurs plans deviennent toujours plus nettement visibles. Mais la social-démocratie persiste dans la totale inactivité.

Elle ne fait rien de plus maintenant après que Dollfus aussi reconforté qu'effrayé par les événements d'Allemagne, se soit mis à procurer à la bourgeoisie autrichienne les avantages qu'apporte le régime fasciste tout en la préservant des

désagréments qu'une dictature fasciste apporte avec elle pour les classes possédantes. Lorsque Dollfus écarta le Parlement sur la base des lois d'exception de guerre, commença à nettoyer les restes existants du « déblai révolutionnaire », elle ne pas voir les Heimwehren. Mais cela ne labres démocratiques. L'austromarxisme ne lui opposa rien d'autre que des passe trouve aussi impuissant en face du fascisme que les théoriciens et les praticiens du réformisme se tinrent devant la guerre. Il part de l'hypothèse que l'état normal du capitalisme, c'est la prospérité et qu'avec une prospérité croissante, les conflits de classe peuvent être réglés par la collaboration de classes jusqu'au socialisme intégral. Devant des phénomènes qui contredisent cette hypothèse, il ne sait quoi faire. A la question : que faire contre la crise et son enfant le fascisme ? il n'a pas plus de réponse qu'à la question, comment doit se réaliser le socialisme, si la terre heurte un autre corps céleste. Il n'est pas pour l'astronomie mais pour l'économie et la politique. Il ne s'occupe malgré les dépôts d'armes du Schutzbund républicain, que Dollfus cherche maintenant si avidement, il ne s'occupe de fusils, ni d'autres armes meurtrières, mais d'élections et de négociations parlementaires. Il est démocratique et si les autres ne s'en tiennent pas aux règles du jeu démocratique, il tombe dans la même situation que ce brave général autrichien qui, quand on lui demandait pourquoi il était toujours battu par Napoléon, s'écria de désespoir : « Comment doit-on donc mener la guerre contre un homme qui ne respecte pas les règles de la science militaire ? » Que peut-on faire contre

Dollfus si, en dépit de tout droit humain et divin, il s'assoit sur toute la démocratie, y compris la plus démocratique des constitutions ? Dans ce cas il n'y a qu'une chose : la soumission. A vrai dire la « Arbeiterzeitung » a répété à maintes reprises que son parti s'aperçoit qu'après le bouleversement en Allemagne il doit aussi arriver un changement en Autriche et qu'il est prêt à négocier avec Dollfus sur la nouvelle constitution. C'est-à-dire que la social-démocratie n'a rien à objecter à ce que la démocratie soit abattue et enterrée. Mais pour des considérations de convenance, il faut que le cérémonial démocratique soit observé. Bien entendu, la « Arbeiterzeitung » n'apporte pas que de telles déclarations, mais aussi d'autres contraires. Elle menace, elle raille, elle gémit, elle couve des plans ridicules, elle oscille entre la crainte et l'espérance ainsi qu'il correspond à l'état d'affolement dans lequel le terrible Dollfus a placé l'austromarxisme. En quoi espère encore la social-démocratie ? Evidemment pas sur sa propre force, pas sur la classe ouvrière, mais sur l'immixtion de l'étranger et sur les luttes dans le camp fasciste. Elle ne voit pas que la lutte entre les queues de coqs et les croix gammées est une guerre pour l'union, qu'elle ressemble à une dispute d'amour qui se termine par une embrassade. Elle ne voit en général rien, elle ne comprend plus le monde, elle est incapable d'agir et c'est pourquoi elle ira jusqu'au bout du chemin de l'humiliation et de l'impuissance, paralysée et boiteuse comme la social-démocratie allemande. Du parti modèle de la Seconde Internationale, les ouvriers autrichiens n'ont plus à attendre que honte et défaite. Austriacus.

OPPOSITION DE GAUCHE ITALIENNE (Bolcheviks-Léninistes)

Réponse aux camarades "libérés" signataires d'une déclaration "anti-trotskyiste"

L'Humanité du 21 juin a publié une déclaration signée par une trentaine de camarades récemment sortis de l'Italie, libérés des prisons et des lieux de déportation fascistes.

Parmi les camarades signataires se trouvent bien des éléments sérieux et honnêtes ; nous ne pouvons pas douter de leur attachement au communisme et à la cause prolétarienne.

Ce fait — le fait que le régime stalinien prive des communistes sérieux et honnêtes de toute indépendance de jugement, de toute possibilité de se former une pensée critique — est encore une preuve de la justesse et de la nécessité de la lutte que conduit l'opposition de gauche (bolcheviks-léninistes) contre le centrisme bureaucratique stalinien.

Si, comme les camarades signataires de la déclaration l'ont souligné pour eux, le fait d'avoir « fait quelque chose », d'avoir « tout donné » dans la lutte contre le fascisme et le capitalisme a un poids et une valeur, peuvent-ils vraiment croire, pour cette même raison, que la longue activité révolutionnaire, que le devoir toujours et partout accompli de lutteurs de la classe ouvrière, que la conscience de communistes dont ont fait preuve sans arrêt depuis la fondation du Parti et de l'Internationale, les camarades qui en ont été exclus pour délit de « trotskysme », peuvent-ils vraiment croire que cela ait d'un seul coup perdu toute valeur ?

POURQUOI LA SITUATION EST SI DANGEREUSE POUR L'U.R.S.S. ET L'I. C.

Revenus à la vie du Parti, après plusieurs années d'« éloignement » forcé du mouvement international, d'autres et de bien brûlantes questions auraient dû justement, au nom des souffrances endurées dans les prisons et dans les lieux de déportation fascistes, se poser à ces camarades.

Pourquoi tant de ruines et de méfaits en Russie et dans l'Internationale communiste, après la mort de Lénine ? Pourquoi une dégénérescence de l'I. C. telle que celle-ci ne convoque pas depuis cinq ans son Congrès, et n'ose même plus parler aux travailleurs comme parti mondial unique du prolétariat ?

Et encore — parallèle saisissant, accessible à tout ouvrier, même le plus arriéré — pourquoi cette différence radicale entre la politique extérieure des Soviets et la Conférence de Gènes — quand la direction était celle de Lénine et de Trotsky ?

A cette époque, la diplomatie soviétique, tout en traitant avec les gouvernements capitalistes, ne cessait de faire ressortir le caractère internationaliste prolétarien de l'Etat soviétique et son IRRECONCILIABILITE avec le monde et les Etats capitalistes.

Tout ceci prouve que la théorie et la pratique du « socialisme en un seul pays » signifiaient l'abandon de la théorie et de la pratique du bolchevisme international.

Groupe Espérantiste Ouvrier. — Dimanche 9, camp à Boissy-l'Allier. Train gare Saint-Lazare. Lundi 10. — K-do Platiel pri : Kiel aperas k malaperas krizo. 20, rue du Bouloi; métro les « Halles ».

cratie stalinienne dans le mouvement ouvrier, méthodes qui ne peuvent que discréditer le communisme et porter la démoralisation dans les rangs de l'avant-garde prolétarienne.

Tant que toute pensée critique demeurera étouffée dans le Parti, tant que les militants communistes sincères ne trouveront pas la force de se dresser contre le régime bureaucratique néfaste, institué dans les Partis et dans l'Internationale, la voie pour une marche en avant du communisme demeurera fermée.

LES RESPONSABILITES DU STALINISME DANS LA CATASTROPHE

Les seuls événements d'Allemagne suffisent à établir le bilan désastreux de la « ligne générale » du stalinisme. Les responsabilités de la social-démocratie ne faisant aucun doute pour tout communiste, il s'agit de savoir pourquoi le communisme allemand a failli à sa mission historique, qui était précisément celle d'évincer la social-démocratie et de mener le prolétariat à la victoire sur le fascisme ?

Sans la politique fautive de la direction stalinienne, la social-démocratie n'aurait pu pratiquer sa politique de trahison en continuant à garder son influence sur les masses ; les rangs du prolétariat ne se seraient pas trouvés affaiblis et désarmés ; le fascisme n'aurait pu accéder au pouvoir, c'est là un fait qu'aucune calomnie de la bureaucratie stalinienne contre les « trotskystes » ne peut changer.

La tentative actuelle de faire passer les « trotskystes » comme « les ennemis du front unique et de la lutte anti-fasciste réelle » appartient, elle aussi, aux méthodes habituelles du centrisme bureaucratique qui consistent à escamoter ses propres positions, en les attribuant aux autres. Mais en vain. On a réussi à tromper les prolétaires sur les responsabilités de la direction stalinienne dans l'étranglement

de la révolution chinoise ; on arrive à déformer la réalité et les événements de l'U. R. S. S., par une documentation mensongère, faite à l'aide de moteurs puissants, on ne peut pas cacher les responsabilités de la bureaucratie stalinienne dans la défaite du prolétariat allemand. Tout militant ouvrier qui sait à peine lire et qui garde un minimum d'esprit critique, peut se rendre compte des deux lignes politiques suivies en Allemagne par la fraction dirigeante, stalinienne, et par l'opposition de gauche (bolcheviks-léninistes).

Quelles sont les perspectives staliniennes ? En partant de la conception qu'« entre la démocratie et le fascisme il n'y a aucune différence principielle », que « les coups principaux doivent être dirigés contre la social-démocratie », que « sans triompher dans la lutte contre la social-démocratie on ne peut pas vaincre le fascisme » ; qu'« il est impossible d'identifier simplement un gouvernement hitlérien et un dictateur fasciste ouvert » (tandis que d'autre part on enseignait aux ouvriers que « la dictature fasciste s'était installée au pouvoir depuis Brüning »), on arriva à établir qu'il valait mieux laisser venir Hitler au pouvoir, parce qu'il s'usait plus vite que n'importe quel autre gouvernement, etc.

La politique stalinienne, qui découla de ces perspectives, ne fut pas moins néfaste : substituer les phrases et les gesticulations du maximalisme impuissant à la lutte révolutionnaire réelle des masses ; ... imiter les imprécisions lâches (celle-ci véritable trahison) du réformisme italien contre le « terrorisme » (en réalité, contre la lutte armée qui spontanément surgissait et s'organisait dans les centres ouvriers) ; pratiquer le front unique avec les nazis (plébiscite rouge) ; et s'y refuser avec les organisations social-démocrates, en fonction de la théorie du social-fascisme.

Ces vérités — après choquant, nous le comprenons, beaucoup de camarades déshabitués à la critique implacable d'un Parti révolutionnaire. Mais c'est la politique stalinienne qui doit choquer ces camarades, car c'est elle qui a permis à la social-démocratie de mener au pouvoir sans se heurter ni à la résistance des masses, ni à celle de l'avant-garde prolétarienne, affaiblie, désorientée et désarmée par tant d'erreurs de la direction communiste officielle.

LA DEFENSE DU FRONT UNIQUE PAR L'OPPOSITION DE GAUCHE

Le « front unique contre-révolutionnaire », qui fut le résultat de la politique stalinienne, qui suivit pas à pas toutes les étapes du fascisme allemand, la seule politique capable d'assurer au prolétariat la victoire révolutionnaire, c'est l'opposition de gauche qui sonna l'alarme : « La clef de la situation est en Allemagne » ; c'est Trotsky, qui, de son exil, dénonça avec véhémence et tenacité le danger de Hitler-supérieur

Wrangel de la contre-révolution mondiale, dressé contre l'U. R. S. S. ; c'est l'opposition de gauche qui, pendant trois ans et demi, en partant de la perspective stratégique qu'une nouvelle situation révolutionnaire aurait pu se développer dans le conflit entre la social-démocratie et le fascisme, n'a pas cessé d'élaborer une juste politique de front unique, en luttant contre la méthode stalinienne revendiquant a priori la direction des organismes de front unique (direction que les communistes doivent y conquérir), en luttant contre la formule du front unique « seulement par en bas » équivalente au refus du front unique ; en rappelant l'expérience russe et l'expérience italienne (cette dernière était entièrement oubliée ou défigurée par la centrale de notre Parti, qui empêcha aussi les prolétaires et les communistes allemands de profiter des erreurs et de l'expérience de l'avant-garde communiste italienne). Enfin, en donnant, par sa propre initiative, l'exemple d'organismes de défense communs des communistes avec les organisations social-démocrates.

En suivant la politique leniniste du front unique, soutenue par l'opposition de gauche, les communistes ne se seraient pas isolés. Les chefs social-démocrates auraient été mis véritablement au pied du mur par les ouvriers entraînés vers le front unique. L'issue aurait été bien autre pour la classe ouvrière dans la lutte contre le fascisme. Mais tout défenseur de la politique leniniste de l'opposition de gauche était inmanquablement chassé du Parti comme « contre-révolutionnaire ».

Et maintenant ? Est-ce que la bureaucratie stalinienne, après le coup du 5 mars, a une politique de front unique ? Il ne faut pas tomber dans de nouvelles illusions. Le Congrès anti-fasciste qui s'est tenu à Paris, par sa préparation et ses travaux (escamotage de toute discussion, étouffement de la critique marxiste, par le bâillonnement de l'opposition « trotskyste », absence des grandes organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière, y compris celles du prolétariat russe, etc.) démontre que la bureaucratie stalinienne ne veut et ne peut rien apprendre des effets néfastes de sa politique, qu'elle reste obstinée dans la voie qui désorientait la classe ouvrière, en empêchant de tirer les leçons nécessaires de la catastrophe allemande.

Tant qu'on continuera à masquer l'absence d'une véritable politique révolutionnaire par des parades et des discours creux, par des « alliances » trompeuses avec telle ou telle autre « personnalité », par des combinaisons de couilles et sans caractère, masquant l'incapacité réelle des Partis communistes à briser l'influence du social-réformisme sur les masses et à renforcer les courants et les organisations révolutionnaires ; tant que la bu-

reaucratie stalinienne continuera à affaiblir les rangs de l'avant-garde prolétarienne, à étouffer toute critique dans les Partis et dans les organisations qui se trouvent sous son contrôle, la bureaucratie stalinienne ne pourra qu'accroître la confusion et la dispersion dans la classe ouvrière, trahie par la social-démocratie.

Seule une politique révolutionnaire juste peut donner l'unité à la classe ouvrière et l'orienter dans la lutte contre le fascisme vers la victoire de la révolution prolétarienne.

POUR LE CONGRES DU PARTI ET DE L'I. C.

Les directives pour cette lutte sont les directives que la plate-forme de l'opposition de gauche internationale donne : elles sont basées sur les thèses fondamentales du marxisme et du leninisme. Les combattre signifie combattre les thèses mêmes du marxisme et du leninisme, signifie servir réellement la contre-révolution et le fascisme, comme cela est démontré par le naufrage du communisme allemand et l'étranglement de la révolution chinoise, qui sont LES DEUX GRANDS MERITES INTERNATIONAUX DU STALINISME.

Les prolétaires italiens qui, depuis plus de dix ans souffrent sous le fascisme peuvent moins que quiconque pardonner au stalinisme l'échec du communisme allemand, éroulement qui, en déterminant la défaite du plus fort prolétariat d'Europe, vient de donner à Mussolini, déclinant, une nouvelle force pour tenir et « durer ».

Aux camarades qui nous demandent de « renier » nos positions « trotskyste », nous répondons : Renier les positions que défend l'opposition de gauche, c'est renier les positions fondamentales du marxisme et du leninisme. En U. R. S. S. les bolcheviks-léninistes, pour défendre ces positions, affrontent la déportation, la prison et jusque la mort.

Au lieu de proférer des menaces odieuses, qui sont contenues dans leur déclaration et qui ne nous feront certainement pas reculer dans notre lutte, lutte engagée pour la régénérescence du Parti et la renaissance internationale du mouvement communiste révolutionnaire, les camarades doivent exiger comme les bolcheviks-léninistes et proposer dans leur déclaration escamotée au Congrès de Paris :

1. Qu'on prépare par la voie d'une discussion ouverte et honnête et qu'on convoque dans le délai d'un mois le Congrès extraordinaire de l'échoué section de l'I. C. pour examiner l'expérience de la lutte contre la contre-révolution et élaborer un programme d'action pour l'avenir ;

2. Qu'on convoque dans un délai de deux mois un Congrès de l'I. C., démocratiquement préparé ;

3. Qu'on réintègre l'opposition de gauche dans les cadres de l'I. C., de ses sections et de toutes les organisations qu'elle contrôle. C'est seulement par la réforme fondamentale de la vie intérieure et de la politique de l'Internationale, c'est seulement en en finissant avec le système d'erreurs monstrueuses de la direction stalinienne qu'on sauvera les conquêtes de la Révolution d'Octobre et qu'on créera les conditions d'une marche en avant de la révolution prolétarienne mondiale.

Vive la révolution prolétarienne mondiale. Vive la révolution prolétarienne italienne.

Le 24 juin 1933.

LE COMITE DIRECTEUR

- BLASCO, Fondateur du P. C. I.; membre du Bureau politique. BOERO, Fondateur du P. C. I.; secrétaire de la section du Parti de Turin. FEROCI, Fondateur du P. C. I.; rédacteur en chef de l'« Unita », organe central du P. C. I., membre du Bureau politique. GIACOMI, Fondateur du P. C. I.; secrétaire de la Fédération communiste de Rome; responsable de l'organisation communiste interrégionale de la Toscane et de la Vénétie. SANTI, Fondateur du P. C. I.; secrétaire de la Fédération communiste de Milan. secrétaire de la C. G. T. italienne reconstituée après les lois d'exception par la Conférence clandestine du 20 février; TERESA, Fondateur du P. C. I.; membre du C. C.

Dans la Ligue

REGION PARISIENNE

Groupe Nord et Nord-Ouest Une permanence se tiendra, comme la semaine dernière, dimanche prochain de 10 h. à 12 h., au café-tabac, 1, rue Darnémont (18e).

COURS MARXISTE

La cinquième séance du cours marxiste de la Région parisienne aura lieu Lundi prochain à 20 h. 30. Sujet : « Les questions économiques du Marxisme ».

Les camarades sont instamment priés d'arriver à 20 h. 30 très précises, les retards nombreux de ces dernières semaines ayant troublé assez sérieusement le cours.

POUR LA VERITE

Malgré nos appels répétés, les camarades ne se pressent pas pour nous envoyer les listes de nouveaux abonnés ou d'abonnés possibles.

Camarades, faites un effort. D'autre part nous demandons aux abonnés dont l'abonnement est périmé de nous faire parvenir au plus tôt le montant de leur nouvel abonnement.

Nous faisons un appel tout particulier aux souscriptions. Des camarades font circuler des listes : soucrivez auprès de nos camarades ou adressez les fonds au Chèque-Postal : P. Naville, 1333-80, Paris.

L'abondance des matières nous a contraint à laisser au marbre des notes sur le syndical des employés, sur le mouvement ouvrier à Marseille, sur le groupe théâtral « une graine », sur la question de l'Unité syndicale.

Le gérant : P. FRANK.

Imp. d'Art Voltaire, 34, rue Richer, Paris Travail exécuté par des ouvriers syndiqués Unitaires et Confédérés

Paris

Réunion des Jeunesses Socialistes du XI^e arr.

Une centaine de jeunes assistaient jeudi 6 juillet à la réunion organisée par les J.S. sur « la crise et les jeunes ».

Après un long exposé de Brioude sur la religion, son rôle, et sur la position du P. S. dont les statuts tolèrent toutes les conceptions religieuses et considèrent la religion comme une affaire privée, Rigaud développa le rôle du capitalisme, et fit un tableau sentimental de la misère des jeunes pendant la crise.

Le premier contradicteur Dolet de J. C. expliqua qu'il ne fallait pas s'en tenir aux lamentations, mais agir et chaque jour lutter comme les communistes pour les revendications immédiates.

Un démocrate populaire barbu vint défendre le capitalisme et le christianisme. Favy du S.R.I., fit ensuite un long sermon, où il s'attacha à répondre à « son camarade démocrate populaire » et à faire un appel pour le S.R.I.

Notre camarade Jean Jacques, au nom du groupe des jeunes de la Ligue, exposa la véritable position marxiste sur la religion, fit la critique du réformisme et pour répondre au démocrate populaire et au socialiste, expliqua comment la classe ouvrière allemande avait été conduite à la défaite par la trahison de la social-démocratie et par la politique fautive du P.C.A.

Malgré les violentes interruptions des communistes qui voulaient bien écouter leur « camarade » démocrate populaire, qui lui du moins n'avait pas critiqué la ligne du parti, mais ne voulait pas entendre la critique leniniste, notre camarade conclut, en exposant la tactique de front unique préconisée par l'O. G.

Une délégation communiste du comité anti-fasciste du XI^e qui tenait une réunion ce même jour vint demander à l'assemblée d'être une délégation pour parler à ce comité, cette manœuvre imprévue fut que pas même un jeune socialiste ne voulut aller à ce comité anti-fasciste.

La séance se termina dans le bruit; malgré nos protestations et celles d'une grande partie de la salle, le président ne voulut pas mettre aux voix une résolution du S. R. I. pour l'amnistie des emprisonnés.

Clichy

Réunion des Jeunesses Socialistes

Vendredi dernier, 60 assistants à la réunion des J. S. Iard et Rigault firent beaucoup de démagogie. Un jeune oppositionaliste vint dans l'attention générale, tirer la leçon de la défaite allemande et exposer les propositions des jeunes communistes oppositionnels : Rassemblement des jeunes ouvriers dans les mêmes organisations sportives, dans les mêmes foyers, dans les mêmes comités de chômeurs et syndicats, dans la même jeune garde.

Il démontra que la seule voie était dans le front unique leniniste d'organisation à l'organisation et dans l'Internationale communiste réorganisée.

Un orateur du Parti vint attaquer les oppositionnels (qui sont en tout 10 ou 15, d'après lui !) et mettre en avant des questions locales. Après quoi, pendant la réponse de Rigault, les membres du P. C. et des J. C., profitant d'une panne de lumière, partirent en chantant, sans songer qu'une telle attitude dressait contre eux les jeunes socialistes et pupistes.

Bonne réunion dans l'ensemble. L'opposition s'enracinera parmi les jeunes de Clichy.

Marseille

Le meeting de compte rendu du Congrès Antifasciste

Trois cents affiches conviaient le prolétariat marseillais au meeting, organisé par le comité amsterdampien régional. Le meeting — une fois de plus — nous a montré l'état d'isolement dans lequel se trouve le P. C. et ses organisations annexes. A peine 300 ouvriers (soyons large), se sont dérangés pour entendre le compte rendu de ce magnifique mouvement de masses.

Malheureusement ces quelques prolétaires qui sont venus pour se renseigner sur les moyens de lutte contre le fascisme préconisés par le congrès de Paris, en sont pour leurs frais.

Plusieurs délégués débitent quelques phrases passe-partout et invitent les ouvriers à réagir contre le fascisme. Ils oublient seulement d'indiquer comment réagir, quels moyens employer dans la lutte contre le fascisme